

# LA CONSTITUTION

JOURNAL QUOTIDIEN.

Prix de l'abonnement : Pour un An » » Pour 6 Mois » » Pour 3 Mois » »

Les lettres doivent être adressées à **M. DUNOYER**, rédacteur en chef (affranchir).



La révolution est aujourd'hui consommée dans la France entière, et l'on peut maintenant juger ce grand mouvement dans son ensemble. Le caractère essentiel qu'il a présenté partout, comme à Paris même, le voici : c'est un respect scrupuleux des personnes et des propriétés. Nous tenons à le constater, parce que là est l'honneur de cette admirable révolution : tout le monde, d'un consentement unanime, riches et pauvres, s'est accordé à maintenir énergiquement l'ordre, à réprimer sévèrement toute manifestation contraire, à défendre tous et chacun contre toute atteinte hostile ou malveillante.

Qu'ils le connaissent mal, ce peuple, ceux qui soutenaient que son triomphe serait celui de l'anarchie ! Combien de fois les partisans du gouvernement déchu ne nous ont-ils pas dit : prenez garde ; le jour où vous aurez la république, sera le jour des bouleversements et des violences. Le peuple est une force aveugle et brutale. Si jamais la France est à sa discrétion, malheur à tout homme qui possède quelque chose, malheur à la société tout entière : les spoliations injustes, les violences de toute espèce, tel est le sort qui les attend.

Misérables calomnieurs : vous aviez besoin, pour faire supporter à la France un régime déshonorant, de lui faire peur de l'avènement de la république. Eh bien ! elle est venue, cette république, répondez, est-elle ce que vous l'aviez faite ? Ces excès, ces bouleversements, cette anarchie dont vous vouliez effrayer les gens timides, où sont-ils ? Jamais, au contraire, y eut-il en France plus d'ordre et plus de calme, jamais avez-vous vu, à Paris en particulier, plus de sécurité et plus de confiance ? Il est vrai que ce n'est pas un calme, une sécurité maintenus par la corruption et la crainte, la république ne fait pas les choses comme le despotisme. Mais ce calme, cette sécurité n'en sont que plus solidement assis. Ils reposent sur le bon esprit de la population, sur son honnêteté, sur sa ferme volonté de ne souffrir aucun excès qui pût souiller la belle et pure victoire qu'elle vient de remporter.

Tout le monde peut dire aujourd'hui qu'il n'y a jamais eu à Paris plus d'ordre et de tranquillité qu'en ce moment. Jamais on ne vit, dans cette ville immense, une liberté plus complète alliée à plus de sécurité et de confiance. Nous n'en voulons pour preuve que ce fait : c'est la multitude des curieux qui couvraient les boulevards dans la journée et la soirée du mardi gras : les dames les plus élégantes y étaient en majorité et témoignaient par leur présence de ces sentiments doux et calmes qui accompagnent le plaisir.

Mais, dira-t-on, n'y a-t-il plus de malfaiteurs ? La république a-t-elle fait disparaître tous les sentiments mauvais ? n'y a-t-il pas des hommes pervers qui ont vu ou qui verront dans ce passage d'un état politique à un autre une occasion de consommer de criminels projets ?

Oui, tout cela est vrai, mais ce qu'il faut bien remarquer, c'est l'énergie répression qui a frappé toutes les tentatives de ce genre. Les auteurs de violences, de quelque espèce qu'elles soient, sont l'objet d'une exécution universelle. Le peuple a séparé hautement sa cause de la leur : avec son admirable instinct, il a parfaitement compris que c'étaient là, en ce moment, ses

véritables, ses plus dangereux ennemis. Ce sont eux qui donneraient raison à tous ses calomnieurs, ce sont eux qui feraient les affaires de la contre-révolution.

Aussi voyez avec quelle puissante unanimité, population, gouvernement et magistrature, se sont ligués contre les fauteurs ou les instruments de désordre. Le château de Neuilly est incendié par des hommes ivres, et aussitôt le Gouvernement fait mettre, aux applaudissements du peuple, cette inscription sur tous les édifices publics ou dépendants de l'ancienne liste civile : *Propriété nationale*. Ce qui veut dire : quiconque touchera à ces palais, à ces hôtels, touchera au bien de la nation. Ailleurs, des malfaiteurs détruisent des gares de chemins de fer ; aussitôt des citoyens généreux s'offrent au Gouvernement pour aller, sous la conduite d'élèves de l'École polytechnique, aider les gardes nationales de la banlieue, à réprimer ces désordres : ils en ont mis les auteurs sous la main de la justice, une instruction est commencée, et une éclatante réparation sera donnée à la société, à la république outragées.

Ce qui se passe à Paris se passerait dans les départements, en toute circonstance semblable. Tout le monde sent que plus grandes étaient les préventions contre la République, plus grandes étaient les craintes qu'elle inspirait à beaucoup de personnes, plus le démenti donné à ces préventions, à ces craintes, doit être péremptoire et complet. La population, les gardes nationales, tout le monde fera son devoir. Quand à la magistrature, elle connaît les siens, mais M. Crémieux, ministre de la justice, a d'ailleurs pris soin de les lui rappeler dans une circulaire que nous croyons nécessaire de citer, et dont il faut louer sans réserve le noble et ferme langage.

« Paris, ce 29 février 1848.

« Monsieur le procureur général,

« Le gouvernement provisoire de la République est informé que, sur plusieurs points du territoire, des tentatives d'incendie et des actes de dévastation ont été commis depuis quelques jours. Des malfaiteurs parcourant les campagnes et invoquant le nom de la République et la victoire remportée par le peuple, se portent à des excès de violence qui dégénèrent quelquefois en actes de pillage.

« Il importe à la sécurité du pays, à l'honneur de la République et à la pureté de la gloire dont le Peuple s'est couvert, que ces attentats soient immédiatement réprimés. Dans l'heureuse révolution qui vient de s'accomplir, ce qui est digne surtout d'admiration, c'est la sagesse d'une immense population qui a su s'abstenir de toute violence. L'ordre dans la plus extrême liberté, tel est le spectacle que Paris vient de donner au monde. Il ne faut pas que le moindre désordre vienne troubler cette admirable situation. Ceux qui tenteraient de la compromettre par leurs excès, ne sont pas seulement de mauvais citoyens, ce sont des coupables qui voient de funestes et criminels projets sous le prétexte des intérêts d'une révolution qui les désavoue. Le gouvernement provisoire a la ferme volonté de réprimer ces tentatives de brigandage partout où elles se produiront, et il ne manquera point à cette tâche.

« La Cour d'appel de Paris vient d'évoquer l'insurrection de plusieurs incendies et pillages qui ont été commis dans son ressort. Une pareille mesure, en témoignant hautement de la vigilance et du zèle des magistrats, ne peut que produire un salutaire effet. Il convient donc de la provoquer dans les autres ressorts toutes les fois que les circonstances pourront la faire juger nécessaire.

« Dans tous les cas, monsieur le procureur général, vous devez faire arrêter sur le champ et poursuivre tous les malfaiteurs qui, dans notre ressort, se porteraient à des attentats contre les personnes et les propriétés. Notre révolution populaire, faite au nom du droit, doit et veut assurer le règne de la loi ; c'est à vous de veiller à ce que cette grande tâche s'accomplisse. Je compte sur votre zèle et sur votre dévouement.

« Vous voudrez bien me rendre compte, sans aucun retard, des crimes et délits qui vous seront dénoncés, et des mesures que vous provoquerez pour les réprimer. »

## Biographie des Membres du Gouvernement provisoire.

Nous publierons successivement des notices biographiques sur les membres du Gouvernement provisoire. L'attention du public se porte, en ce moment, sur ces hommes à qui la dernière révolution a fait tout-à-coup une position si haute. Nos lecteurs ne liront pas sans intérêt des détails authentiques sur la vie et les travaux de MM. de Lamartine, Arago, Crémieux, Ledru-Rollin, etc. Chacun de ces hommes célèbres et de leurs collègues figurera à son tour dans cette galerie. Nous commencerons par M. de Lamartine.

## LAMARTINE.

Alphonse de Lamartine, membre du gouvernement provisoire de la République et ministre des affaires étrangères, naquit à Mâcon le 21 octobre 1790. Sa famille, fortement attachée à l'ancien ordre de choses par position et par tradition, se retira, pendant les orageuses années de notre première Révolution, à Milly, terre qu'elle possédait près de Mâcon. L'enfance du futur homme d'État s'écoula dans cette solitude champêtre, dont il nous a rappelé le souvenir avec une émotion que peu savent dire, mais que tous ressentent en songeant à leurs jeunes années. Dans les sociétés civilisées les heures de liberté sont courtes, même pour l'enfant ; il lui fallut bientôt quitter cette maison où il eut pour premier maître sa mère, femme douée des plus rares et des plus excellentes qualités, pour aller s'enfermer dans un collège, dirigé par les jésuites, à Belley.

Ses études achevées, le jeune Lamartine fit plusieurs voyages en Italie. En 1815, il entra dans une compagnie des gardes-du-corps de Louis XVIII ; mais après les cent jours il quitta le service militaire. On assure que ce fut pour s'abandonner entièrement à un amour



qui devait, par la mort de la personne aimée, lui déchirer le cœur, et le révéler au monde ce qu'il est : un grand poète. Certes, la raison nous paraît suffisante. Mais nous croyons aussi que, même dans un état plus calme, M. de Lamartine n'eût pas tardé à s'ennuyer de la vie de garnison et à reprendre son indépendance. En 1820 parurent les premières *Méditations*. On sait quel succès elles obtinrent. Depuis l'Émile de J.-J. Rousseau aucun livre n'était allé si profondément au cœur des femmes; elles avaient trouvé leur poète! D'autres verront peut-être dans la constatation de ce fait une critique à l'adresse de l'illustre auteur : pour nous, nous pensons que c'est là tout ce que l'on peut dire de plus fort à sa gloire.

Ce petit volume de plaintives élégies, qui avait manqué ne pas être imprimé faute d'un éditeur, fit du jeune homme écrivain, hier inconnu, un homme célèbre. Le gouvernement voulut lui assurer une position en l'attachant, en qualité de secrétaire, à notre ambassade de Florence. Peu de temps après son arrivée dans cette ville, M. de Lamartine eut le bonheur de connaître, et ne tarda pas à épouser, cette noble femme qui ne semble porter son nom que pour le faire bénir par les malheureux.

M. de Lamartine résida presque continuellement dans cette belle et indolente Italie de 1821 à 1829. Il publia pendant ce laps de temps ses *Secondes Méditations*, qui ne furent pas moins bien reçues que leurs aînées; la mort de Socrate, et le dernier *Chant* du pèlerinage de Child-Harold. Ce dernier ouvrage faillit coûter la vie à son auteur. Voici à quelle occasion : M. de Lamartine avait mis dans la bouche de Child-Harold (Byron) quittant l'Italie, pour aller combattre en Grèce, ces vers :

Je vais chercher ailleurs (pardonne ombre romaine !)  
Des hommes, et non pas de la poussière humaine.

Un brave napolitain, le colonel Pépé, pensa que cet adieu, plus énergique que poli, était une offense pour son pays. Il demanda réparation à M. de Lamartine, qui s'empressa de la lui accorder. Les épées furent tirées. le poète reçut une blessure qui le mit à deux doigts du tombeau; à peine revenu à la vie, son premier soin fut de demander la grâce de son adversaire au grand-duc de Toscane.

En 1825 parut le *Chant du Sacre*, poème de circonstance, la moins lue des œuvres de Lamartine; en 1825 les *Harmonies poétiques et religieuses*. Beaucoup préférèrent les *harmonies* aux *Méditations*; cependant elles furent beaucoup moins goûtées à leur apparition : cela tient peut-être à ce que paraissant au milieu des ardues disputes politiques et littéraires de cette remarquable année, elles trouvèrent peu d'esprits assez reposés pour apprécier tout ce qu'il y a d'intime et de profond en elles.

L'académie l'appela enfin dans son sein. Charles X le nomma ministre plénipotentiaire de France en Grèce; il allait partir quand la révolution de juillet éclata.

Le coup était douloureux pour M. de Lamartine, royaliste par tradition et par habitude, il voyait ce vieillard et cet enfant qu'il avait chantés, s'acheminer pour la troisième et dernière fois vers l'exil. Mais un esprit aussi éminent devait être éclairé par cet événement; il comprit qu'un peuple a raison lorsqu'il chasse un roi qui a la folie de vouloir reculer en dépit du temps. Bientôt il s'écria : « le passé n'est plus qu'un rêve; on peut le regretter, mais il ne faut pas perdre un jour à le pleurer inutilement. »

(La suite au numéro prochain.)

### Actes Officiels.

Le gouvernement provisoire vient de rendre l'arrêté qui convoque les assemblées électorales pour le 9 avril prochain, et fixe la réunion de l'assemblée nationale au 20 avril suivant. L'élection aura pour base la population. Ainsi le département de la Seine élira 54 représentants, celui du nord 28, d'autres 15, 10, 6, etc. Le département des Landes n'en a que 4. Le nombre total des représentants du peuple sera de neuf cents.

Le suffrage sera direct et universel. Sont électeurs tous les français âgés de vingt-un ans, résidant dans la commune depuis six mois, et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Tous les électeurs voteront au chef-lieu de leur canton par scrutin de liste. Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de représentants à élire dans ce département. Nul ne pourra être nommé représentant du peuple s'il ne réunit pas deux mille suffrages. Chaque représentant du peuple recevra une indemnité de 25 francs par jour pendant la durée de la session.

— Le gouvernement provisoire vient de décréter la création d'un comptoir d'escompte à Paris, au capital 20 millions, dont le tiers est fourni par le commerce de Paris, un autre tiers par la ville et le dernier tiers par l'État.

D'autres comptoirs seront également formés sur les mêmes bases dans toutes les villes industrielles et commerciales.

— Le comptoir national d'escompte dont nous avons annoncé plus haut la création, est définitivement constitué.

Une réunion qui a eu lieu au ministère des finances, de nombreuses souscriptions ont été immédiatement recueillies. La chambre de commerce, par l'organe de son président, s'est engagé pour 100,000 fr.; le tribunal de commerce, pour 65,000 fr. Tout fait espérer que cette utile création pourra fonctionner dès lundi 15 courant; un local a été offert par le gouvernement. Le commerce, l'industrie, tout le public, comprendront l'importance de concourir au succès de cette institution, qui doit exercer une si heureuse influence sur la reprise des affaires.

Les souscriptions sont reçues :

Chez MM. Clavelle, Doisy et A. Pinard, banquiers, 21, rue Hauteville.

Boissaye, Francœur et Co, négociants, 4, rue du Gros-Chenet.

Esnault, Pelterie et Letellier, négociants, 3, rue Saint-Fiacre.

Cohin et comp., négociants, 11, rue des Bourdonnais.

Charles Gosselin, négociant, 50 rue Jacob.

Langlois et Leclercq, éditeurs, r. de la Harpe.

Biesta, Laboulaye et Co, 22, rue de Madame.

Esnée, notaire de la société, 35, boulevard Saint-Martin.

Schayé, agréé de la société, 10, faubourg Montmartre.

— Un autre décret vient d'élever à 5 p. % l'intérêt de l'argent versé par les citoyens dans les caisses d'épargne.

— Par un décret du gouvernement provisoire, il est établi dans chaque arrondissement de Paris un bureau de renseignements, où seront dressés des tableaux statistiques de l'offre et de la demande du travail.

— Par un autre décret, une école d'administration, destinée au recrutement des diverses branches d'administration dépourvues jusqu'à présent d'écoles préparatoires, sera établie sur des bases analogues à celles de l'École Polytechnique.

— Une commission a été instituée par le ministre de la marine pour préparer l'émancipation prochaine des esclaves, qui se trouve décidée en principe.

— Les lois de septembre sont abrogées.

### FAITS DIVERS.

— Sur le réquisitoire de M. A. Portalis, procureur-général, la cour d'appel, présidée par M. Séguier, a ordonné une instruction sur les faits d'attaques dirigées contre les lignes de chemins de fer de Saint-Germain, de Versailles et de Rouen, et sur des faits d'incendie imputés à sept individus qui ont été arrêtés.

— M. Ledru-Rollin, ministre de l'intérieur, vient d'adresser une circulaire aux commissaires délégués par le Gouvernement provisoire dans les départements.

— M. l'archevêque de Paris s'est rendu à l'Hôtel-de-Ville, pour faire acte d'adhésion au Gouvernement provisoire.

— *L'Income-tax* continue à agiter les esprits de l'autre côté du détroit. Des meetings plus tumultueux que d'habitude ont lieu à Londres; la police est intervenue, mais on l'a repoussée; dans une collision, deux personnes ont été tuées.

— Le *Times* nous apprend que l'ambassade du roi de Prusse en Angleterre, a annoncé au Gouvernement de sa majesté britannique, que son souverain s'engage à ne s'immiscer en rien dans les affaires intérieures de la France.

— L'ex-roi et l'ex-reine, depuis leur arrivée en Angleterre, ont pris le titre de comte et comtesse de Neuilly.

### Assurances mutuelles sur la Vie.

Le nom d'Association mutuelle sur la vie conviendrait mieux que celui d'Assurance à ces sortes d'opérations, qui, connues et pratiquées en Angleterre depuis le règne de la reine Anne, se naturalisent en France d'une manière remarquable par leurs progrès aussi prompts que réfléchis. Il devait en être ainsi, car tous les hommes d'État et les publicistes les plus distingués s'accordent pour reconnaître les bienfaits de l'association.

Une institution qui, par son principe, offrait tous les moyens d'économie et d'avenir aux pères de famille, ne pouvait échapper à l'attention, à l'examen des hommes distingués dont nous allons parler; ils ont recherché tous les moyens pouvant offrir les garanties les plus minutieuses d'une bonne et constante gestion, et se sont adressés au gouvernement pour fonder une compagnie anonyme, qui, sous le nom de *la Concorde*, se chargerait d'administrer les intérêts nombreux et collectifs des associations mutuelles sur la vie confiées à sa gestion; le gouvernement, par ordonnance royale du 12 mars 1842, autorisa la *Concorde*. M. de Doudeauville fut nommé président, et le général Schramm, conseiller d'État, vice-président du conseil d'administration; M. Bessas-Lamégie, alors maire du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, M. Godard-Desmarests, membre du conseil général des manufactures, M. Alphonse Lyon, de la maison si honorablement connue, veuve Lyon, Alemand et fils, M. de Saint-Yon, M. Lenoir, vice-président du conseil d'administration de la *Sécurité*, MM. Roy de Montrot, Richer, Dublanc, et Eck. de Salern, en furent et en sont encore les administrateurs aussi intègres qu'éclairés. La direction générale en fut confiée à M. de Wolboek, et M. le major Cousandier, que des blessures graves avaient forcé à la retraite, vint, après plusieurs campagnes glorieuses en Algérie, prêter son concours en qualité de sous-directeur général à la *Concorde*.

Il n'était pas possible qu'une institution fondée dans un but d'utilité publique, et ayant à sa tête une administration qui offrait, à l'appui d'un capital social d'un million, toutes les garanties morales et de hautes capacités, ne prît pas un grand développement; aussi la *Concorde* comptait-elle, au 31 décembre 1846, quinze mille sociétaires, ayant souscrit pour une somme de près de quinze millions de francs répartis dans les classes dotales, de prévision, d'établissement, de survie et de rentes progressives, qui sont ouvertes à tous les âges, à toutes les positions, par la *Concorde*; leur but est d'assurer par l'épargne, l'économie et la prévoyance, les bienfaits résultant de l'association mutuelle, aux survivants qui, aux époques de liquidation, reçoivent leurs quotes-parts en coupons de rentes sur l'État, car c'est en rentes sur l'État que sont convertis immédiatement tous les fonds versés par les souscripteurs qui en proviennent.

Une semblable institution administrée par des hommes aussi distingués, aussi universellement connus, que ceux qui sont à la tête de la *Concorde*, mérite la confiance et la sympathie du pays.

Le Gérant : Alexandre DELOUCHE.

Paris.—Imp. de E. MARC-AUREL, rue Richer, 42.